

OUI, LA LUTTE PAIE !

Un peu partout en France, les employés de boîtes en difficulté retiennent leurs cadres pour obtenir de bonnes conditions de départ, comme à Caterpillar, et obtiennent des avancées. En désespoir de cause les Continental attaquent la sous préf' de Compiègne suite à la décision négative du tribunal... Début avril, les employé-e-s de Socofer (entreprise de nettoyage tourangelles) demandaient une augmentation de 140€ brut. Après dix jours de grève, ils ont finalement obtenus 77€ d'augmentation/mois. En temps de crise, la combativité paye d'autant plus !

Une même logique partout à l'oeuvre :

Il n'y a apparemment aucun rapport entre l'Hôpital public, Michelin et Hutchinson : les dirigeants ne sont pas les mêmes, les entreprises sont différentes, etc... Pourtant les problèmes qu'y rencontrent les employé-e-s sont identiques : l'Etat et le patronat cherchent partout à compresser les coûts par des plans d'économie ou de rationalisation. Et au final cela se solde par une accélération des cadences et une dégradation des conditions de travail pour assurer une maximalisation des profits!

Quand la boîte licencie ou ferme, quel(s) recours ?

L'interdiction des licenciements prônée par l'extrême gauche est un leurre car cela implique de faire appel à l'Etat, qui de son côté, privatise les « services publics » et réduit le budget de l'Education ou de l'Hôpital. L'Etat qui renfloue également les banques peu scrupuleuses d'un côté et envoie les CRS contre les grévistes de l'autre quand ceux-ci dérangent le patronat.

Quand une boîte viable ferme pour cause de « manque de rentabilité », une solution est de redémarrer la production et de gérer démocratiquement l'entreprise. Le statut de SCOP donne cette possibilité. En Allemagne c'est la solution choisie par les salariés de Bike system l'année dernière.

S'organiser à tous les niveaux :

Les jours isolés de grève ne servent à rien : après trois journées de mobilisation, qu'ont obtenus les salariés ? Rien ! Pour obtenir une réelle justice sociale, nous devons imposer un rapport de force qui passe par la grève généralisée, comme aux Antilles. Mais pour cela il faut s'organiser:

- *s'organiser à la base dans le syndicat* pour court-circuiter les bureaucrates qui ne veulent pas d'une salutaire explosion sociale qu'ils ne contrôlèrent pas.

- *s'organiser entre salarié-e-s qui veulent agir*, en définissant collectivement les modalités d'action et les revendications portées. C'est la démarche adoptée par le collectif « Printemps des luttes » (printempsdesluttes@gmail.com pour Tours)

- mais aussi, *s'organiser pour proposer un autre projet de société*, car que tant que nous ne porterons pas massivement de projet alternatif au capitalisme nous serons condamnés à demander sa moralisation et sa régulation.

REFUSONS LE DIALOGUE SOCIAL, IMPOSONS LA GRÈVE GÉNÉRALE !

Vous voulez en savoir plus sur nos idées ou être tenu au courant de nos activités ?

E-mail: cga.tours@gmail.com

web: www.c-g-a.org

Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique



OUI, LA LUTTE PAIE !

Un peu partout en France, les employés de boîtes en difficulté retiennent leurs cadres pour obtenir de bonnes conditions de départ, comme à Caterpillar, et obtiennent des avancées. En désespoir de cause les Continental attaquent la sous préf' de Compiègne suite à la décision négative du tribunal... Début avril, les employé-e-s de Socofer (entreprise de nettoyage tourangelles) demandaient une augmentation de 140€ brut. Après dix jours de grève, ils ont finalement obtenus 77€ d'augmentation/mois. En temps de crise, la combativité paye d'autant plus !

Une même logique partout à l'oeuvre :

Il n'y a apparemment aucun rapport entre l'Hôpital public, Michelin et Hutchinson : les dirigeants ne sont pas les mêmes, les entreprises sont différentes, etc... Pourtant les problèmes qu'y rencontrent les employé-e-s sont identiques : l'Etat et le patronat cherchent partout à compresser les coûts par des plans d'économie ou de rationalisation. Et au final cela se solde par une accélération des cadences et une dégradation des conditions de travail pour assurer une maximalisation des profits!

Quand la boîte licencie ou ferme, quel(s) recours ?

L'interdiction des licenciements prônée par l'extrême gauche est un leurre car cela implique de faire appel à l'Etat, qui de son côté, privatise les « services publics » et réduit le budget de l'Education ou de l'Hôpital. L'Etat qui renfloue également les banques peu scrupuleuses d'un côté et envoie les CRS contre les grévistes de l'autre quand ceux-ci dérangent le patronat.

Quand une boîte viable ferme pour cause de « manque de rentabilité », une solution est de redémarrer la production et de gérer démocratiquement l'entreprise. Le statut de SCOP donne cette possibilité. En Allemagne c'est la solution choisie par les salariés de Bike system l'année dernière.

S'organiser à tous les niveaux :

Les jours isolés de grève ne servent à rien : après trois journées de mobilisation, qu'ont obtenus les salariés ? Rien ! Pour obtenir une réelle justice sociale, nous devons imposer un rapport de force qui passe par la grève généralisée, comme aux Antilles. Mais pour cela il faut s'organiser:

- *s'organiser à la base dans le syndicat* pour court-circuiter les bureaucrates qui ne veulent pas d'une salutaire explosion sociale qu'ils ne contrôlèrent pas.

- *s'organiser entre salarié-e-s qui veulent agir*, en définissant collectivement les modalités d'action et les revendications portées. C'est la démarche adoptée par le collectif « Printemps des luttes » (printempsdesluttes@gmail.com pour Tours)

- mais aussi, *s'organiser pour proposer un autre projet de société*, car que tant que nous ne porterons pas massivement de projet alternatif au capitalisme nous serons condamnés à demander sa moralisation et sa régulation.

REFUSONS LE DIALOGUE SOCIAL, IMPOSONS LA GRÈVE GÉNÉRALE !

Vous voulez en savoir plus sur nos idées ou être tenu au courant de nos activités ?

E-mail: cga.tours@gmail.com

web: www.c-g-a.org

Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique

